

Burundi : les députés approuvent un de prêt pour l'aménagement du réseau routier

@rib News, 24/08/2017 Source Xinhua Les députés burundais ont adopté mercredi à l'unanimité un projet de prêt pour le projet d'aménagement et de bitumage de la route nationale n°16 Bururi-Mahwa-Gitega sur près de 72 km. Selon le ministre Jean Bosco Ntunzwenimana en charge des Travaux publics, du Transport et de l'Équipement, qui a défendu le projet devant les députés, celui-ci "s'inscrit parfaitement dans le cadre de la stratégie nationale du développement du secteur du transport qui vise le renforcement du réseau routier national, en particulier les corridors (nord, central et sud) permettant de désenclaver le pays et de relier les différents ports des pays voisins".

Il a expliqué les principaux objectifs de ce projet, citant entre autres le désenclavement du pays et la diversification des voies d'accès, l'amélioration par voie de coopération régionale des conditions de transit des importations et des exportations et le renforcement des échanges interprovinciaux. "En plus des produits en provenance de Tanzanie vers le centre et le nord du pays qui prennent beaucoup de temps pour arriver à la destination, une fois la route construite, le transport des produits commerciaux de Rumonge tel que l'huile de palme, la farine, le manioc etc., et des produits du lac Tanganyika vers le nord du pays et les différentes communes que traverse le projet sera rapide et par conséquent intensifié", a expliqué M. Ntunzwenimana. Bien plus, le coût d'entretien des véhicules qui empruntent cette route sera aussi réduit, le trafic induit par rapport au trafic normal sera important et la liaison du sud du pays et le nord sera rapide. Le ministre a indiqué que le projet a été divisé en deux tronçons pour des besoins de financement, à savoir le tronçon Bururi-Gakuba pour une longueur de 35 km et le tronçon Gakuba-Gitega pour le reste de la distance. Le premier tronçon sera financé conjointement par la Banque pour le développement économique en Afrique (BADEA), le Fonds saoudien du développement (FSD) et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) à hauteur de 15 millions de dollars chacun. Ces trois bailleurs ont même effectué une mission conjointe d'évaluation du projet au début du mois d'octobre en 2016. Le deuxième tronçon quant à lui sera financé par le gouvernement burundais pour un montant de 3,6 millions de dollars. La durée d'exécution du projet est estimée à 36 mois et le démarrage des travaux proprement dits est prévu au mois d'août 2018. La fin des travaux est quant à elle prévue au mois de juillet 2020.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});